

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 20 (1994)

Heft: 3

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Recensions critiques = Book reviews

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BUCHBESPRECHUNGEN / RECENSIONS CRITIQUES BOOK REVIEWS

Die Auswahl der Bücher zur Rezension behalten sich die Redaktion und die beiden für diese Rubrik Verantwortlichen vor. Unverlangt eingesandte Buchbesprechungen werden nicht veröffentlicht.

Le choix des livres qui font l'objet d'une recension critique est effectué par la rédaction et par les deux responsables de cette rubrique. Les recensions non sollicitées ne sont pas publiées.

Books to be reviewed are selected by the Editor and the two Book Review Editors. Unsolicited reviews are not published.

Jeffrey R. Watt, *The Making of Modern Marriage. Matrimonial Control and the Rise of Sentiment in Neuchâtel, 1550–1800*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 1992, 302 p.

Si chacun voit bien que la famille n'est plus aujourd'hui celle qu'ont connue nos grands-parents, démographes et sociologues sont cependant loin de s'entendre sur la totale nouveauté des faits actuels, sur leur genèse, leurs causes, leur sens, pour ne pas parler de la grande question de la possible réversibilité des tendances à laquelle les politiques voudraient tant avoir une réponse.

Sans être davantage d'accord entre eux, les historiens se posent, à propos des derniers siècles, les mêmes questions que celles qui préoccupent les sociologues à propos du présent : au cours de la première modernité, l'institution familiale s'est-elle profondément modifiée ? Et si oui, sous l'influence de quels facteurs ?

A la suite de Ariès, Flandrin, Shorter, Stone et d'autres, Watt s'interroge sur l'émergence de la famille «moderne». Il le fait à travers l'étude de jugements de tribunaux. Son livre, tout à fait exceptionnel par l'ampleur du matériau analysé (4110 cas) et l'étendue de la période couverte (du milieu du 16e au début du 19e), nous intéresse également à un autre titre : la proximité de son terrain d'étude. C'est en effet à la Principauté de Neuchâtel et Valangin que Watt a consacré ses travaux.

Pour pouvoir mettre en lumière les éventuelles transformations du mariage, l'historien américain divise ces deux siècles et demi en deux périodes qu'il inscrit dans leur contexte. La première va de 1547 (le premier procès-verbal extensif disponible) à 1707, moment où s'éteint la ligne directe des Orléans-Longueville qui régnaient sur Neuchâtel depuis 1504. La seconde, qui la suit, s'étend jusqu'à 1806, date de la cession de Neuchâtel à Bonaparte par la Maison de Hohenzollern, qui a succédé aux princes français.

Tout au long des 16e et 17e siècles, Neuchâtel, vivant d'une agriculture essentiellement autarcique, est pauvre. Elle n'intéresse donc guère les Orléans-Longueville, au point d'ailleurs de pouvoir se convertir à la Réforme contre leur volonté, mais sous l'influence de son puissant allié, la ville de Berne. Pendant le règne prussien, en revanche, la Principauté connaît un important décollage économique grâce au développement d'une proto-industrie. Les montres et, surtout, sous l'impulsion de Huguenots fuyant la Révocation de l'Edit de Nantes, la dentelle et les indiennes, ouvrent la voie aux exportations, mais aussi au travail salarié et à une forte immigration.

Divers tribunaux – dont les juridictions ne semblent pas toujours clairement définies selon l'historien – ont alors à connaître des litiges relatifs au mariage : la *Justice matrimoniale* du Comté de Neuchâtel, le *Consistoire* de la Seigneurie de Valangin, qui ne se dote d'une *Justice matrimoniale* qu'au

18e siècle, ainsi que le *Conseil d'Etat*, autorité législative suprême de la Principauté et les *Tribunaux des Trois Etats* de Neuchâtel et de Valangin, qui sont censés servir essentiellement de cour d'appel.

Les procès-verbaux sur lesquels se penche Watt ont trait, d'abord, à la formation du mariage : disputes concernant des engagements non respectés d'épouser tel homme ou telle femme, demandes de dispenses en cas de restrictions particulières (divorce pour cause d'adultère, parenté d'un degré trop proche, etc.) et actions de police, instruites directement par ces véritables gardiens de la moralité que sont les Consistoires créés par les protestants, à l'encontre d'individus aux pratiques sexuelles illicites (séduction de vierges célibataires, prostitution, etc.). Les jugements étudiés portent, ensuite, sur des cas de divorce.

Or, constate l'historien, il y a bel et bien eu transformation de l'institution du mariage entre les 16e-17e siècles et le 18e. Comme partout, la Réforme a vu l'introduction à Neuchâtel de trois importantes innovations : obligation de la présence de témoins lors des *fiançailles* (d'où l'impossibilité des mariages clandestins), limitation des empêchements au mariage basés sur la consanguinité et l'alliance, autorisation de divorcer dans certaines situations (dont l'adultère, l'absence durable du conjoint sans l'autorisation de son partenaire et une maladie grave et/ou contagieuse). Dans ce contexte, divers changements sont observables entre les deux époques. Par rapport à la première période, les juges de l'ère prussienne se montrent beaucoup plus libéraux lorsqu'il s'agit de relever des fiancés de leur engagement et d'accorder des dispenses dans les cas de proximité de parenté. Ils étendent les causes du divorce à la cruauté et aux incompatibilités d'humeur et mettent quasiment un terme aux humiliations publiques et à la torture (volontairement acceptée comme moyen de définir – ou de nier – la paternité d'enfants nés hors des liens du mariage). Les dernières années du 18e siècle voient, en troisième

lieu, moins de conflits portant sur la formation du mariage et une croissance très forte des demandes de divorce. Watt relève, à ce propos, que la Principauté (48'000 habitants) a connu davantage de divorces en un siècle (426) que l'Angleterre entre 1670 et 1857 ! Selon lui, la majorité des individus jouissent alors de la possibilité de choisir eux-mêmes leur conjoint même s'ils continuent, dans l'ensemble, à solliciter l'approbation de leurs parents (il est vrai, comme le montre Eric Widmer dans son étude sur le choix du conjoint à Genève au XIXe siècle*, que seul un d'entre eux sur deux environ est encore en vie à ce moment). Il est donc assez clair, conclut l'historien américain, qu'au cours de ces deux siècles et demi, on est passé, à Neuchâtel, à un mariage accordant une place plus grande aux sentiments et à la bonne entente entre époux.

La question de l'égalité des sexes, deuxième exigence essentielle du mariage «moderne», est plus difficile à trancher : a-t-elle ou non progressé au cours de cette période ? Les avis quant aux conséquences de la Réforme sur ce point sont assez partagés, rappelle l'auteur. Si l'on tend généralement à admettre le renforcement du patriarcat, les points de vue ne concordent pas quant aux autres possibilités qu'auraient eu les femmes de s'affirmer. Apportant sa contribution à la discussion, Watt conclut que la Réforme n'a pas vraiment amélioré la situation des femmes à Neuchâtel. Tout au plus une catégorie d'entre elles, les servantes, sont-elles solidement protégées lorsque leurs maîtres les séduisent. Il en va différemment au 18e siècle, où les droits des femmes, au plan domestique en tous cas, s'améliorent nettement. Les deux *Justices matrimoniales* prennent de plus en plus souvent leur parti lorsqu'elles demandent que le père de leur enfant (déjà né

* Eric Widmer, *De coeur et de raison. Le choix du conjoint à Genève au XIXe siècle*, Genève, Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, 1993.

ou à naître) soit tenu de les épouser ou lorsqu'elles sollicitent un divorce pour cause de mauvais traitements. Elles sont, en revanche, toujours beaucoup plus nombreuses que les hommes à être condamnées – et à se voir infliger des sanctions plus sévères – pour inconduite (particulièrement lorsqu'elles s'adonnent à la prostitution). A Neuchâtel, elles sont très nettement victimes d'un double standard de la part des *Quatre Ministraux* (les autorités municipales qui, en fait, dirigent la Principauté), fort soucieux de chasser hors du pays les étrangères improductives attirées par le développement économique.

A quoi alors, s'interroge Watt, attribuer cette émergence – encore timide – de la famille moderne ? Certains historiens attribuent les changements qu'ils observent à des facteurs idéologiques propres aux classes supérieures, c'est-à-dire avant tout à l'esprit des Lumières, favorable en particulier au mariage d'amour et au développement de l'égalité entre les sexes. D'autres spécialistes de cette période privilégient, au contraire, l'évolution économique et ses conséquences pour les travailleurs de la proto-industrie : émancipés des contraintes patrimoniales grâce à leur salaire, les ouvriers peuvent prendre leur distance à l'égard de leurs parents, se marier plus facilement et plus jeunes, mais aussi sortir, si nécessaire, d'un mariage malheureux dans la mesure où leur ménage ne constitue plus une unité économique, comme c'est le cas chez les paysans. A Neuchâtel, pense Watt, les deux thèses sont également valables. Pour commencer, il ne fait aucun doute, affirme-t-il, que les élites – dont les juges – ont été touchées par les idées des philosophes français (certains d'ailleurs, comme Rousseau et Mirabeau, ont séjourné dans la Principauté), mais aussi par les juristes hollandais et allemands adeptes de la *loi naturelle*, qui voyaient dans le mariage un contrat. Il est toutefois également hautement probable, écrit-il ensuite, que les mentalités des

plaignants, et donc leurs attentes à l'égard de la justice, aient évolué sous l'influence du travail salarié. Il ne peut le prouver certes, souligne-t-il honnêtement, car les procès-verbaux des tribunaux ne mentionnent pas la profession de ceux qui recourent à eux, mais tout conduit à le penser.

En conclusion ultime, Watt nous apporte probablement la clef de nombreuses divergences entre historiens. Que l'institution du mariage ait évolué entre les 16e-17e siècles et le 18e à Neuchâtel ne signifie pas forcément, écrit-il, que des changements similaires se soient produits dans toute l'Europe, au même moment. Cela ne veut pas non plus dire que la Principauté constitue un cas unique : nombre de lois passées à Neuchâtel sont plus ou moins identiques à celles dont se sont dotés d'autres Etats protestants.

Il n'en reste pas moins qu'il y a place pour des différences – et donc des désaccords au plan des constats et de leur évaluation –, même entre pays protestants et, *a fortiori*, entre pays de religions et de contextes socio-économiques divers. L'historien qui se plonge dans des archives souvent difficiles d'accès et qui n'ont pas été conçues pour répondre à toutes ses questions, se doit donc d'être, comme l'est Watt, particulièrement méticuleux, rigoureux, critique à l'égard de ses sources et de ses interprétations, même si la lecture de ses travaux en devient parfois quelque peu fastidieuse. Cette attitude fait certainement la force de sa discipline, en permettant une cumulativité à laquelle la sociologie paraît trop souvent avoir renoncé. Elle n'implique cependant ni le relativisme absolu dans lequel certains historiens semblent se complaire, ni le renoncement à toute forme de synthèse et à toute tentative de construction typologique dont le sociologue, à son tour, pourrait leur apporter des modèles.

Josette Coenen-Huther, Laboratoire
de démographie économique et sociale,
Université de Genève

Marc van de Vall, *Angewandte Sozialforschung. Begleitung, Evaluierung und Verbesserung sozialpolitischer Massnahmen*. Weinheim und München: Juventa, 1993, 165 S., DM 26.—.

Die angewandte Sozialforschung als der Versuch, erfahrungswissenschaftliche Erkenntnisse für praktische Zwecke zu verwenden, ist ein heikles und schwieriges Unterfangen. Es findet oft am Schnittpunkt konfligierender Orientierungen der Forschenden und fast immer im Spannungsfeld mannigfaltiger Interessen und Ansprüche statt. Wer selber je zwischen den eigenen, genauer den von der „scientific community“ auferlegten Ansprüchen an die methodologische, methodische und die erkenntnistheoretische Qualität von sozialwissenschaftlicher Forschung und den pragmatischen Anforderungen der Rezipienten gestanden hat, der ist natürlich dankbar für ein Buch, das verspricht, bei der Begleitung, Evaluierung und Verbesserung sozialpolitischer Massnahmen hilfreich zu sein (S. 17). Um es vorwegzunehmen: Der vom holländischen Soziologen und Präsidenten des ISA – Forschungskomitees „Sociotechnics-Sociological Practice“ vorgelegten Schrift zur angewandten Sozialforschung kann ich solchen Dank nicht zusprechen.

Mein Urteil wird dem einen oder anderen Leser etwas streng erscheinen. Doch diesem Leser möchte ich vor seinem Urteil über meine Kritik zu bedenken geben, welchen Anspruch van de Vall selber erhebt. Er behauptet einen prinzipiellen Unterschied zwischen angewandter Sozialforschung und rein wissenschaftlicher Arbeit, von ihm als „Disziplinenforschung“ bezeichnet. Und er beansprucht für die angewandte Sozialforschung mit den von ihm aufgestellten allgemeingültigen Kriterien ein eigenständiges *Paradigma* identifizieren zu können. Die Härte meines Urteils ergibt sich allein aus der Reichweite dieses Anspruchs.

Van de Vall gehört, wenn wir diese Schrift als Richtschnur nehmen, zu jenen

Soziologen, für die die soziale Konstruktion von Wirklichkeit durch Experten keiner kritischen Überlegung wert ist, weil jene offenbar über einen privilegierten Wissensfundus verfügen, der sich für sozialtechnologische Partizipation a priori eignet. An keiner Stelle *reflektiert* van de Vall die Rolle des Sozialwissenschaftlers als Beteiligtem an der Rekonstruktion und Konstruktion sozialer Wirklichkeit. Und genau deshalb kann van de Vall auch munter normative Begriffskaskaden mit ontologisierendem Duktus von der Art „*Es gibt drei Arten angewandter Sozialforschung: Problemorientierte Sozialforschung, Evaluationsforschung und Programmevaluation*“ (S. 42) in die Welt setzen. Selbstverständlich können solche taxonomischen Ordnungsversuche sinnvoll sein, wenn sie hilfreiche Unterscheidungen vorschlagen und nicht Begriffsreibereien bleiben. Aber wer würde denn allen Ernstes angewandte Sozialforschung ohne Problemorientierung bei einer Programmevaluation vorschlagen wollen? Oder kann sich jemand – ohne Anleitung ex cathedra – einen Reim darauf machen, wozu die a priori-Unterscheidung zwischen Evaluationsforschung und Programmevaluation dienen soll? Im ersten Kapitel wird, neben dieser Taxonomie, die angewandte Sozialforschung als kommunikative Rückkopplung konzipiert: „Diese Funktion der angewandten Sozialforschung ergibt sich aus einem immer komplexer werdenden Markt, auf dem durch die staatliche und andere Interventionen die Distanz zwischen ‚Anbieter‘ und ‚Nachfrager‘ immer grösser wird“ (S. 43). Dazu werden das „soziale Modell der Signale“ und das „Modell sozialer Veränderung“ eingeführt. Der Autor verspricht sich und dem Leser von diesen beiden eher skizzierten als entwickelten Konzepten, dass sie den Markt im sozialpolitischen Bereich durch zielgerichteter und gerechtere Verfahren einer geregelten Planung im modernen Wohlfahrtsstaat ersetzen können, weil sie die Kommunikation zwischen Rezipienten und Planern oder Politikern verbessern würden. Denn, so der Rat

des Autors: „Auch im modernen Wohlfahrtsstaat gilt, dass Vorbeugen besser und billiger ist als Heilen“ (S. 20). Anschliessend wird im zweiten Kapitel das Design einer Metaanalyse von 120 Projekten aus dem Bereich angewandter Sozialforschung in den Niederlanden vorgestellt. Mit vier multivariat konzipierten Itembatterien wurden Forscher und Entscheidungsträger über diese Forschungen befragt. Diese Untersuchung begleitet den Leser in der einen oder anderen Form bis zum Schluss des Buches. Mit den Daten wurde dann unter anderem ein durchschnittlicher Wirkungsscore für die einzelnen Projekte gebildet. Die erste Zwischenbilanz ergibt im anschliessenden Kapitel, dass sich externe Forscher konsequenter an methodologische Normen der Sozialforschung halten würden als interne Forscher, die in einer beforschten Organisation Mitgliederstatus haben. Dafür würden die Ergebnisse der internen Forscher eine bessere Nutzungsrate erzielen. Das vierte Kapitel befasst sich zuerst mit einem kurzen Definitionsversuch der Professionalisierung der Sozialwissenschaften in der Praxis und leitet über zu wissenschaftstheoretischen Betrachtungen, in denen nomothetische ideographischen Konzepten gegenübergestellt werden. Anschliessend wird ein Gegensatz zwischen den epistemologischen und den implementären Merkmalen der untersuchten Forschungsprojekte aufgebaut und ein Zielkonflikt zwischen ihnen konstatiert. Daraus abgeleitet taucht dann der Verdacht auf, es sei ein professionelles Paradigma angewandter Sozialforschung im Entstehen. Diesem Paradigma ist das fünfte Kapitel gewidmet, dem sich ein Kapitel über die Forschungsnutzung anschliesst. Im siebten Kapitel schliesslich finden wir eine Anleitung des Autors für das Design von Studien der angewandten Sozialforschung in der Industrie und weitere Auswertungen der Metastudie. Abschliessend werden einige Begriffsmodelle der angewandten Sozialforschung vorgeführt, und anhand von Beispielen werden Hin-

weise auf mögliche Vorgehensweisen in der Praxis gegeben.

Angesichts des vom Autor selbst erhobenen Anspruchs, ein eigenständiges Paradigma zu identifizieren, fällt besonders schwer ins Gewicht, dass eine Auseinandersetzung mit dem theoretischen Diskussionsstand über die angewandte Sozialforschung in diesem Buch fehlt. Weder die vor allem im englischen Sprachraum weiterentwickelte Evaluationsforschung, auf die ja insbesondere im Vorwort anhand des Übersetzungsproblems von „Social Policy Research“ ins Deutsche implizit verwiesen wird, noch der Stand der Implementationsforschung, noch die Diskussion des Vordringens von qualitativen Methodologien in die angewandte Sozialforschung wurden rezipiert. Es wäre sicherlich interessant zu erfahren, wie van de Vall's Abgrenzung der angewandten Sozialforschung von der wissenschaftlichen Soziologie beispielsweise von den zwei langjährigen Direktoren des – gerade in internationalen Diskussionen bedeutenden – Instituts für Angewandte Sozialforschung in Köln, Renate Mayntz und Erwin K. Scheuch, beurteilt würde. Auch deren Wirken findet in van de Valls „Paradigma“-Konstruktion keine Würdigung.

Es mag an der Übersetzung aus dem Holländischen liegen, dass z. B. Begriffe wie „professionell“ in verschiedenen Konnotationen verwendet werden. Einmal bezeichnet der Autor damit die soziale Einbettung der soziologischen Disziplin im Feld der akademischen Berufe, ein andermal benutzt er den Begriff im Sinne des Nutzungsanspruchs der Praxis an angewandte Sozialforschung und schliesslich und schwergewichtig auch zur von ihm unterstellten Emanzipation der angewandten Sozialforschung vom universitären Zweig der Sozialwissenschaften. Diese lose Begriffsverwendung wäre dann nicht weiter problematisch, wenn der Autor damit in seinem Buch nicht ein risikoreiches „professionelles Paradigma“ mit eigenen epistemologischen, implementären und strategischen

Parametern verkünden würde (S. 74–81), von dem er behauptet, dass es „weit mehr beinhaltet als das rein wissenschaftliche Paradigma der sozialwissenschaftlichen Disziplinforschung“ (S. 97). Was dieses „weit mehr“ sein soll, abgesehen davon, dass die Empfänger angewandter Sozialforschung diese eben auch entlang ihrer eigenen Relevanzen weiterverwenden und allenfalls implementäre Prozesse sozialpolitischer Programme verhindern können, bleibt ziemlich obskur. Das pathetische Überstrapazieren von „grossen“ Begriffen wie Epistemologie und Paradigma gehört zu den Merkmalen dieses Buches für die *angewandte* Sozialforschung und dürfte manchen Anwender, aber ganz sicher die meisten Empfänger dieserart angeleiteter Forschungen nachhaltig abschrecken. Doch nicht nur diese aufdringliche Inszenierung von Expertise, sondern auch die Schlussfolgerungen des Autors aus seiner Befragung von Forschenden und Empfängern aus 120 ausgewählten Forschungsprojekten in den Niederlanden, in der es heisst, „auch diese Ergebnisse zeigen wieder, dass die angewandte Sozialforschung sich grundlegend von der Disziplinforschung unterscheidet und über ein eigenständiges Paradigma verfügt“, sind ärgerlich. Denn genau das zeigen die Ergebnisse von de Valls eben nicht. Sie zeigen bestenfalls, dass im innerdisziplinären Wissenschaftsdiskurs andere Kriterien wichtig sein können als in der Praxis, und dass diese andersartigen Verwertungszusammenhänge die Forschung beeinflussen. Daraus eine Paradigmenbehauptung unter Rekurs auf Kuhn abzuleiten, ist waghalsig, voreilig und unsauber durchdacht. Sie löst insbesondere dann beim Leser Erstaunen aus, wenn die eigene Epistemologie und Methode derart schlicht, aber mit grossem wissenschaftlichen Auftritt präsentiert werden. Dies möchte ich am Beispiel des vom Autor als „beunruhigend“ (S. 81) bezeichneten Befundes aufzeigen, dass die von ihm als „ideographisch“ bezeichneten Forschungsmethoden, von denen er nur die Traditionslinie der „grounded theory“ erwähnt, sich

in der Praxis in bezug auf die Forschungsnutzung als überlegen erwiesen hätten. Bereits im Vorwort wird dazu von Friederike Höppner-Stamos ein folgenreiches Missverständnis von van de Vall mitaufgebaut, das nicht unerwähnt bleiben darf. Sie bemerkt: „Die Überlegenheit der Projekte, die anwendungsorientiert (z. B. mit ideographischen statt nomothetischen Konzepten) arbeiten, ist ein deutlicher Hinweis darauf, dass die epistemologischen Normen und Werte, die für die rein wissenschaftliche Disziplinforschung gelten, für die angewandte Sozialforschung in keiner Weise ausreichen“ (S. 12). Mir ist jedenfalls gänzlich neu, dass ideographisch mit anwendungsorientiert gleichzusetzen ist. Und falls damit ernsthaft gemeint sein sollte, was im ganzen Text eher insinuiert, denn deutlich und klar geschrieben wird, dass für die qualitative Empirie nicht auch die Normen und Werte rein wissenschaftlicher Disziplinforschung gelten, dann geben Vorwortschreiberin und Autor zu erkennen, dass an ihnen die langjährige intensive Diskussion um die qualitative Sozialforschung nahezu spurlos vorbeigegangen ist. Denn die im Buch zitierten Angaben (S. 72 f.) zur Fundierung und Praxis qualitativer Empirie sind völlig ungenügend und auf dem Stand der späten sechziger Jahre. Höppner-Stamos und van de Vall geben jedenfalls mehrfach zu verstehen, dass in ihren Augen nur quantitative, nomologisch-deduktiv operierende Soziologie die Ansprüche von Wissenschaftlichkeit erfüllt. Mit dieser absichtsvollen Unkenntnis gerüstet, verwundert es denn auch nicht mehr, wenn die Diskussion des „beunruhigenden“ Befundes zur implementären Nutzung der von ihnen als „ideographisch“ bezeichneten Studien im Unverbindlichen und Numinosen verbleibt.

Für wen kann ein solches Buch von Nutzen sein? Für den Praktiker der angewandten Sozialforschung, für den theoretisch mit Anwendungsforschung Befassten, für Studierende? Wohl kaum. Der Autor präsentiert eine professionspolitische Schrift und baut darin den Kanon eines „profession-

nellen Paradigmas“ auf. Er tut dies, und das ist nicht zufällig, mit einer Sprache – man lese als Münsterchen die Zusammenfassung zum Schlusskapitel –, in der ein Begriffsnominalismus und ein Soziologen-chinesisch gezeigt werden, die man eigentlich der Vergangenheit angehörig glaubte, als Sozialforscher noch um Anerkennung für ihre Disziplin ringen mussten. Van de Vall armiert eine „Sozialexpertenschaft“ mit sozialwissenschaftlichen Methoden, die mit dem dazugehörigen Jargon „Signale“ übertragen und den sozialen Wandel steuern soll. Er tut dies, ohne die jüngeren Erfahrungen einer mittlerweile fortgeschrittenen Diskussion über die Rolle solcher Sozialexpertenschaft zu würdigen. Eine überzogene Paradigmenbehauptung dient ihm als Ersatz für Reflexion.

Christoph Maeder, Soziologisches Seminar der Hochschule St. Gallen

Bruno Péquignot, *Pour une sociologie esthétique*, Paris, L'Harmattan, 1993.

Une fois évacués les malentendus et autres stéréotypes qui entravent le dialogue entre artiste et sociologue, que peuvent bien nous apprendre les analyses de ce dernier à propos d'oeuvres dont critiques, collectionneurs ou marchands discourent déjà d'abondance ? Et faut-il même qu'il s'en préoccupe au risque de sacrifier, victime ou complice de l'illusion esthétique, à un rituel herméneutique dont il conviendrait plutôt d'expliquer la fonction, la récurrence ou les raisons ? Autrement dit, l'oeuvre d'art peut-elle être un objet pour le sociologue et, si oui, à quelles conditions et après quelles précautions ?

Ce qui compte aux yeux de Bruno Péquignot, c'est «la dialectique concrète entre une époque qui produit un créateur qui, lui-même, lui impose un style et contribue ainsi à la dynamique sociale»

(p. 16), – démarche qui inclut l'examen des oeuvres et non, uniquement, de leur avant ou de leur après.

A titre de démonstration, il revient sur «Les Menines» de Velasquez, célèbre tableau dont Pablo Picasso explore les multiples significations dans une série d'oeuvres toutes réalisées en 1957. Pourquoi celui-ci s'attaque-t-il à ce chef-d'oeuvre et fait-il de la peinture un sujet pour la peinture ? La description minutieuse des choix qu'il opère, des éléments qu'il souligne, de ceux qu'il ajoute ou qu'il retranche au fil de cette quarantaine d'études, conduit à conférer valeur d'exemple à une telle déconstruction. Ce qu'accomplit Picasso, ce qu'il donne à voir, n'est rien d'autre qu'un modèle d'analyse, non seulement des relations internes entre les diverses composantes des «Menines», mais encore de la portée sociale du tableau et de ce qu'il nous apprend sur la question du pouvoir. Avec des moyens d'expression qui lui sont propres, le peintre «lit la toile comme on lit un texte» (p. 54), et il vaut dès lors la peine de confronter cette lecture à celle, également exemplaire, qu'en propose Michel Foucault. De ce dernier, l'auteur retient que n'importe quelle activité humaine, qu'il s'agisse de l'art ou de toute autre pratique productrice de connaissance, en dit long sur l'époque qui la voit naître. De plus, il n'y a pas lieu d'établir de hiérarchie a priori entre les diverses activités que le sociologue ou l'épistémologue prendra en compte avant de livrer une interprétation nécessairement provisoire : «La fin de l'interprétation, c'est la mort de l'oeuvre d'art, c'est le moment où tout sens est ou semble épuisé, où plus rien dans l'espace qu'elle définit ne vient interroger l'espace dans lequel nous évoluons» (p. 96). La sociologie, «science de l'idéal» selon Durkheim, ne s'interdira pas l'analyse des oeuvres, mais elle ne s'y confinerà pas non plus; elle partira de la pratique artistique et de ses résultats pour remonter au contexte de production et de réception de l'art.

Afin d'asseoir mieux la position scientifique qu'il entend défendre, Bruno Péquignot passe alors en revue les travaux de ces sociologues qui, en France, se sont divisés – ou se divisent encore – sur la place qu'il convient de faire, précisément, à l'analyse des oeuvres. D'un côté, Francastel, Bastide et Duvignaud; de l'autre, Goldmann, Moulin et Bourdieu, au risque de simplifier. Le résumé et le commentaire des thèses soutenues par ces divers auteurs, loin de dispenser le lecteur d'un contact direct avec les textes, invitent d'ailleurs à un examen plus approfondi des influences, filiations ou divergences. En fait, celui avec lequel Péquignot veut surtout en découdre, c'est Pierre Bourdieu dont il stigmatise le «sociologisme» et auquel il reproche, pour l'essentiel, de s'en tenir à «l'analyse de la production de la valeur sociale» de l'oeuvre en oubliant qu'il faut d'abord «que cette oeuvre soit» (p. 137). L'objection est-elle vraiment décisive ? L'on peut en douter et, du même coup, regretter l'absence d'une confrontation avec «Les règles de l'art», en particulier avec le traitement que réserve cet ouvrage – désormais incontournable – à «L'éducation sentimentale» de Flaubert. Quant à la fonction critique de l'artiste, dont il est question par la suite, elle n'entre pas de tous temps ni en tous lieux dans la définition d'une figure sociale qui, ne serait-ce qu'au vingtième siècle, a également pris bien d'autres visages. Mais ces remarques n'enlèvent rien, soulignons-le, à l'intérêt de cette réflexion critique sur le travail de Bourdieu, dont on perçoit qu'il fascine autant qu'il agace l'auteur.

Dans une troisième et dernière partie, celui-ci conclut son ouvrage par un plaidoyer en faveur d'une «sociologie esthétique» qui ne renierait pas ses origines philosophiques mais en ferait autant une source d'inspiration qu'un obstacle à surmonter. Kant, Nietzsche ou Heidegger devraient ainsi figurer au rayon des lectures obligatoires du sociologue. «Sociologie parce qu'il s'agirait de comprendre ce qu'une oeuvre produit, transforme, questionne du monde, et ce

qu'elle nous en apprend; esthétique parce que seraient rigoureusement établies les spécificités, dans le cadre de l'ensemble des productions humaines, de l'activité des artistes», telle est la définition que donne Bruno Péquignot de son programme (pp. 198–199) auquel devraient répondre à l'avenir diverses recherches menées dans le cadre de l'Université de Besançon. Ce livre se veut par conséquent un premier pas en quête d'une position solide dans un débat qui oppose et réunit à la fois les chercheurs en sociologie de l'art. Ouvrage suggestif, informé, sa présentation souffre toutefois de diverses coquilles typographiques et erreurs d'orthographe auxquelles l'éditeur aurait pu veiller. Mais, sur le fond, sans nul doute, ce texte suscitera à son tour la discussion.

André Ducret, Département
de sociologie, Université de Genève

Hermeneutik aus Hagen – Ein Sammelbesprechungssessay

Thomas Lau, *Die heiligen Narren. Punk 1976–1986*. Berlin, New York, de Gruyter 1992, VIII und 192 Seiten (mit 34 Abbildungen);

Jo Reichertz, *Aufklärungsarbeit. Kriminalpolizisten und Feldforscher bei der Arbeit*. Stuttgart, Ferdinand Enke 1991, VIII und 328 Seiten;

Jo Reichertz, Norbert Schröer (Hrsg.), *Polizei vor Ort. Studien zur empirischen Polizeiforschung*. Stuttgart, Ferdinand Enke 1992, VIII und 224 Seiten;

Norbert Schröer, *Der Kampf um Dominanz. Hermeneutische Fallanalysen einer polizeilichen Beschuldigtenvernehmung*. Berlin, New York, de Gruyter 1992, XII und 284 Seiten;

Hans-Georg Soeffner, *Auslegung des Alltags – Der Alltag der Auslegung. Zur wissenssoziologischen Konzeption einer sozialwissenschaftlichen Hermeneutik*. Frankfurt a. M., Suhrkamp 1989, 235 Seiten;

Hans-Georg Soeffner, *Die Ordnung der Rituale. Die Auslegung des Alltags 2*. Frankfurt a. M., Suhrkamp 1992, 219 Seiten;

Andreas Voß, *Betteln und Spenden. Eine soziologische Studie über Rituale freiwilliger Armenunterstützung, ihre historischen und aktuellen Formen sowie ihre sozialen Leistungen*. Berlin, New York, de Gruyter 1993, VIII und 174 Seiten (plus 42 Abbildungen);

I.

Hermeneutik: Nie war sie so wertvoll wie heute – heute, da wieder einmal die tradierten Ordnungsideen als Orientierungsmuster kaum noch taugen, da bislang Vertrautes zerfällt und Fremdheitserfahrung allgegenwärtig ist, da immer weniger von dem zu gelten scheint, was „gestern“ noch selbstverständlich war. In dieser vielfältig verursachten, proklamierten und herbeizitierten Umbruchs- und Umbauphase der industriegesellschaftlich-repräsentativdemokratisch-aufklärerischen Zivilisation, in der auch und nicht zuletzt die überkommenen Vermessungs- und Erklärungsmodelle der Sozialwissenschaften schneller veralten als sie renoviert und reformiert werden könnten, wird die Notwendigkeit des genauen Beschreibens und Verstehens (dessen, was überhaupt vor sich geht und mit wem man es dabei zu tun hat) selbst für diejenigen wieder erkenn- und einsehbar, die sonst der Hermeneutik eher mit Vorbehalten gegenüberstehen.

So unverzichtbar Hermeneutik aber unter den gegebenen Umständen grundlegen-

der sozialer Veränderungen und Umorientierungen erscheint, so wenig tangieren die populären Krisenszenarios die systematische hermeneutische Rekonstruktionsarbeit. Im Gegenteil: das hermeneutische Deutungspotential scheint sich vorzugsweise an der Frage zu entfalten, was eigentlich geschieht, wenn scheinbar *nichts* geschieht. Denn Hermeneutik, als nichtalltägliche Reflexion der Bedingungen und Möglichkeiten, uns und das Unsere anderen verständlich zu machen, d. h. uns alltäglich zu *inszenieren*, ebenso wie andere und anderes zu verstehen, d. h. die „andere“ Inszenierung alltäglich zu *interpretieren*, ist ein absichtsvoll skrupulöses Unternehmen: Der Sinn hermeneutischer Datenauslegung liegt vor allem darin, *Zweifel* in den Prozess des Verstehens von Texten einzubauen: Zweifel insbesondere an den Vor-Urteilen des Interpreten, Zweifel aber auch an subsumptiven Gewißheiten in Alltag und Wissenschaft und Zweifel schließlich an reduktionistischen Erklärungen.

Dieses Programm, rein theoretisch interessiert dort mit systematischen Skrupeln anzusetzen, wo – nicht nur im Alltag, sondern auch in der konventionellen sozialwissenschaftlichen Datenauswertung – interpretative Routinen herrschen, also dort den wissenschaftlichen Deutungsprozess aufzuklären und zu kontrollieren, wo herkömmlicherweise ganz selbstverständlich naive Auslegungsgewißheiten reproduziert werden, und damit durch den oberflächlichen Informationsgehalt des Textes hindurchzustoßen zu „darunterliegenden“ Sinn- und Bedeutungsschichten, hat inzwischen – aufgrund unterschiedlicher Erkenntnisinteressen – jenseits der „klassischen“ qualitativen Inhaltsanalyse zu vielfältigen Verfahrensvorschlägen im Rahmen dessen geführt, was heute (nach Hans-Georg Soeffner) insgesamt als *Sozialwissenschaftliche Hermeneutik* bezeichnet werden kann.

Die paradigmatische Behauptung Sozialwissenschaftlicher Hermeneutik lautet, daß das Betreiben von Sozialwissenschaften schlechthin auf Akten von *Verstehen* basiert, und zwar in dem Sinne, daß ihm Ver-

stehen vorausgeht und zugrundeliegt, und daß es notwendigerweise *immer* Verstehen beinhaltet. Alle Sozialwissenschaftliche Hermeneutik, was immer sie sonst noch tut, problematisiert grundsätzlich die Annahme, man wisse, wie etwas „wirklich“ sei, ohne daß man einsichtig machen könnte, wie man solches überhaupt wissen *kann*. Sozialwissenschaftliche Hermeneutik ist somit keine Ergänzung, sondern eine Alternative zu allen nicht-verstehenden Richtungen in den Sozialwissenschaften: Ihr genereller Anspruch besteht durchaus nicht einfach darin, den Methodenkanon der Datenanalyse zu erweitern (womöglich gar nur im Sinne hypothesengenerierender Vor-Verfahren), ihr Anspruch besteht vielmehr darin, die Grundoperationen sozialwissenschaftlicher Forschung *und* Theoriebildung schlechthin ihrer epistemologischen Naivität zu entkleiden, sie zu rekonstruieren und zu erhellen. „Zusammengehalten“ werden die ansonsten durchaus divergenten Richtungen der Sozialwissenschaftlichen Hermeneutik durch die „Idee“, quasi-naturwüchsiges, alltägliches Verstehen methodisch zu problematisieren, theoretisch zu hinterfragen und epistemologisch zu reflektieren.

Differenzieren lassen sich die vielfältigen Ansätze zur Sozialwissenschaftlichen Hermeneutik nun prinzipiell anhand verschiedener Kriterien. Aber eines der augenfälligsten ist das des jeweils *dominierenden* Interesses – des Interesses an den invarianten Strukturen des Kommunizierens selber einerseits und des Interesses an den je kommunikativ präsentierten, impliziten Fallstrukturen andererseits. Und die hier anhand einiger jüngerer Publikationen vorzustellende Hermeneutengruppe, die sich um Hans-Georg Soeffner in Hagen konstituiert und entwickelt hat (und die sich zwischenzeitlich bereits wieder in Richtung Konstanz hie und Essen da zerstreut hat), hat ihren übergreifenden Forschungsschwerpunkt zweifellos im zweiten Interessenbereich: Was die – ansonsten nicht nur divergente inhaltliche, sondern auch erkenntnisstrategische Interessen verfolgenden – Mitglieder dieser Gruppe

vereint, das ist das Programm einer fallrekonstruktiven, dezidiert *wissenssoziologischen* Hermeneutik, die sich zwar verfahrenstechnisch, nicht jedoch erkenntnistheoretisch der sogenannten Objektiven Hermeneutik Ulrich Oevermanns, eher erkenntnistheoretisch denn verfahrenstechnisch hingegen der mundanphänomenologisch reflektierten Neueren Wissenssoziologie Peter Bergers und Thomas Luckmanns in der Tradition von Alfred Schütz verpflichtet sieht.

Die Themen, um die es dabei in den an dieser Stelle zu rezensierenden Schriften geht, reichen von methodologischen Einlassungen (v. a. in Soeffner 1989 und in Reichertz 1991) über eine intensive und detaillierte Ausdeutung polizeilicher Tätigkeiten (in Reichertz 1991, Reichertz/Schröer 1992, Schröer 1992 und Soeffner 1989) und anderer subkultureller Verhaltensformen (in Lau 1992 und Soeffner 1992) bis hin zu allgemeingesellschaftlichen Handlungs- und Interaktionsfiguren (in Voß 1993, Soeffner 1989 und Soeffner 1992).

II.

Die noch junge Reihe „Materiale Soziologie“ des Verlags de Gruyter, in der immerhin drei der sieben hier zu besprechenden Bücher erschienen sind und für die Hans-Georg Soeffner als Mit-Herausgeber verantwortlich zeichnet, steht unter dem programmatischen Anspruch, Arbeiten zu präsentieren, „in denen konkrete kulturelle Lebensformen dokumentiert und analysiert werden“. An „die Stelle sonst üblicher Konstruktion und Spekulation“ soll dadurch „kontrollierte Rekonstruktion“ treten. Dieses Programm wird durch die uns vorliegenden, professionell, modern und aufwendig gestalteten Bände aus dieser Reihe, den Dissertationen von Lau (1992), Schröer (1992) und Voß (1993) nachgerade muster-gültig eingelöst:

Thomas Lau beschreibt detailliert Stilelemente des Punk. Anhand von 21 dabei rekonstruierten Strukturmerkmalen (S. 119 f.)

sucht er dann nach „Vorläufern“ dieses Phänomens: „Dasjenige Phänomen, das bezüglich der Strukturmerkmale eine möglichst große Deckungsdichte mit Punk aufweist, soll als kulturelle Matrix zur Deutung ... herangezogen werden“ (S. 123). Über einen kurzen Vergleich sondert Lau mittels seiner Merkmalsmatrix Pfadfinder, Wandervögel, Jugendgruppen von Kirchen, Parteien und Verbänden, Hippies usw. als mögliche Vorläufer der Punks aus. Ausführlicher setzt er sich mit Skinheads und Dada-Bewegung auseinander, weil, entsprechend seinem Merkmalskatalog, erstere „offensichtliche Anknüpfungspunkte“ liefern und letztere von den Punks selber explizit als Vorläufer genannt werden. Besonders naheliegend jedoch erscheint Lau die historisch-genetische Strukturhomologie zwischen dem Punk und der universalgeschichtlichen Figur des Narren und dem franziskanischen Bettelmönch (deshalb auch der Titel des Buches).

Mit dem Narren gemein hat der Punk laut Lau z. B. die im Gegensatz zur kulturüblichen stehende Haartracht und Kleidung, diverse, Aufmerksamkeit und Distanz zugleich evozierende Accessoires, Wandern, Feste feiern, Musizieren, Tanzen, seine schichtunabhängige und nahezu geschlechtsneutrale Rekrutierung sowie seinen sozialen Außenseiterstatus. Und das Dasein als Franziskaner-Mönch hier und als Punk da entsprechen sich, legt man die Merkmalsmatrix zugrunde, strukturell ohnehin fast vollständig.

Damit beantwortet sich denn auch die im Einleitungskapitel des Buches gestellte Frage danach, ob Punk wirklich ein (strukturell) neues soziales Phänomen sei, oder ob dieser Lebensstil „lediglich“ eine freigewordene Nische besetze. Dementsprechend emphatisch liest sich denn auch Laus metaphorische Schlußinterpretation: „Der die Herrscher- oder Gottesfigur durch die mit einer religiös gefärbten Emblematik ausgestattete Gemeinschaft ersetzende und sich dadurch selbstheilende Punk nimmt die Position des Jokers im gesellschaftlichen

Kartenspiel ein: keiner anderen Farbe zugehörig und über alle anderen Werte triumphierend“ (S. 137).

Andreas Voß setzt sich mit seinem Thema, der „freiwilligen Armenunterstützung und der sich daraus ergebenden Beziehung zwischen Bettelnden und Angebettelten“ (S. 1) deutlich weniger euphemisiert auseinander: An die historische Rekonstruktion des Bettel- und Spendenwesens schließt sich die Bestimmung der (strukturellen) „Grundmerkmale und Grundformen“ freiwilliger Armenunterstützung an, deren Spezifikum eben vor allem darin besteht, daß sie „ohne objektiv gesetzlichen Zwang“ stattfindet und daß sie sowohl mittelbar als auch unmittelbar erfolgen kann. Die Differenz zwischen staatlicher Armenfürsorge bzw. Sozialhilfe und privater Wohltätigkeit ergibt sich vor allem aus den unterschiedlich „organisierten“ Sozialbeziehungen zwischen den (gebenden und nehmenden) Akteuren: Institutionelle Hilfe wird aufgrund formaler Rechtsansprüche geleistet, freiwillige Unterstützung basiert auf der gelungenen Inszenierung von Bedürftigkeit.

Von anderen „Formen der Übergabe materieller Güter“ (wie Kaufen, Tauschen, Schenken) unterscheidet sich direktes und vermitteltes Betteln und Spenden, laut Voß, hingegen insbesondere dadurch, daß beim letzteren die Grenzen der alltäglichen Lebenswelt überschritten, daß andere Wirklichkeitsbereiche angesprochen würden. Voß geht also, v. a. gegen Luhmann gewandt, davon aus, „daß ein einheitliches Muster, eine religiöse oder moralische Formel für das heutige Betteln und Spenden keineswegs entbehrlich geworden sind“ (S. 43), sondern daß vielmehr das rituelle Opfer, das die prinzipiell gefahrvolle Begegnung mit dem Außeralltäglichen entproblematisiert, im Akt des Spendens seinen zeitgenössischen Ausdruck hat.

Vor dem Hintergrund der „bedeutenden und wirkungsvolleren“ staatlichen Hilfe hat die private Mildtätigkeit somit, Voß zufolge, vor allem die Funktion, durch begrenztes Mitgefühl für den als arm und be-

dürftig anerkannten und damit als „anders“ definierten Bettler seine, des Spenders eigene Positionierung im sozialen Gefüge zu bestimmen (vgl. S. 140 ff.).

Hans-Georg Soeffner hat in seinen beiden Aufsatzbänden Publikationen aus den Achtziger Jahren zusammengestellt. Der erste Band (1989) versammelt vor allem Arbeiten zur methodologischen Grundlegung der besonderen Hagener Variante Sozialwissenschaftlicher Hermeneutik. Liest man die acht hierzu ausgewählten Texte einmal nicht in der Reihenfolge, in der sie nun abgedruckt sind, sondern folgt der Chronologie ihrer Erstveröffentlichung, dann erkennt man unschwer, wie sich Soeffners Problemstellung vom frühen (inzwischen fast „klassisch“ zu nennenden) Versuch, den Interpretationsprozeß exemplarisch nachvollziehbar zu machen (S. 185 ff.), über die Frage nach den Voraussetzungen (S. 66 ff.) und der Spezifität hermeneutischer Auslegungsarbeit gegenüber alltäglichem Verstehen (S. 10 ff.) hin zur anthropologischen Begründung und historischen Entwicklung der Hermeneutik als einer wissenschaftlichen Betätigung (S. 98 ff.) im Verhältnis zu anderen Erkenntnisstrategien (S. 51 ff.) entwickelt. (Insbesondere die letzteren, aus einem Vortrag am Zentrum für Umfragen, Methoden und Analysen (ZUMA) in Mannheim hervorgegangenen „Anmerkungen zu gemeinsamen Standards standardisierter und nicht-standardisierter Verfahren in der Sozialforschung“ enthalten eine Vielzahl konstruktiver und diskussionswürdiger Vorschläge zur Verständigung zwischen „verstehenden“ und „nicht-verstehenden“ Ansätzen im Fach.) Theoretisch erweitert Soeffner seine Position dann in der Auseinandersetzung v. a. mit Goffmans „Rahmen-Analyse“ (S. 140 ff.) und mit der vielgestaltigen, interdisziplinären Tradition der Symbolanalyse (S. 158 ff.). Die Applikationsrelevanz dieses, gegenüber den „Anfängen“ deutlich erweiterten, aus der Text-Hermeneutik im engeren Sinne herausgeführten Interpretationsprogramms für konkrete empirische Problemstellungen deutet

Soeffner schließlich im letzten Text des ersten Bandes an (S. 211 ff.), der offenbar im Kontext der insbesondere von Reichertz und Schröer vorangetriebenen „Polizeiforschung“ entstanden ist.

Entfaltet wird diese materiale Auslegungsarbeit dann im – auch chronologisch an den ersten anschließenden – zweiten Aufsatzband (in dessen hier zu rezensierender erster Auflage (1992) leider die Bilder nicht enthalten sind, auf die sich einige von Soeffners Interpretationen (v. a. S. 76 ff. und S. 177 ff.) beziehen). So heterogen die hier versammelten Themen zunächst erscheinen – von den strukturellen Merkmalen des lutheranisch-freudianischen Individualitätstypus (S. 20 ff.) über kollektive Selbststilisierung am Beispiel des Punk (S. 76 ff.), antirituelle Ritualismen in der zeitgenössischen Demonstrationskultur und bei päpstlichen Massenveranstaltungen (S. 102 ff.) sowie über die symbolische Vergemeinschaftung der Arbeiter im Ruhrgebietsbergbau (S. 131 ff.) bis hin zum Kulturspektakel massenmedialer Gesinnungs- und Gefühlsinszenierung (S. 157 ff.) und zur strukturellen Klärung der Differenz zwischen Charisma und Populismus am Beispiel Helmut Kohls (S. 177 ff.) –, so unübersehbar wird dabei Soeffners zentrale Interpretationsidee: rekurrierend auf die Bestimmung des Symbols und des Rituals durch Schütz und Luckmann als auf Außeralltägliches verweisende Repräsentationsformen rekonstruiert er die im engeren und weiteren Sinne „religiösen“ Wurzeln und verborgenen „Zitationen“ eines „heiligen“ Kosmos in den banalen Alltagsvollzügen unserer scheinbar so säkularisierten Gegenwart.

III.

Zusammen mit den Untersuchungen von Lau und Voß markieren die empirischen Arbeiten von Soeffner somit den historisch-rekonstruktiven Flügel der wissenschaftlichen Hermeneutik. Im gleichen programmatischen Rahmen nun hat Reichertz, zu-

sammen v. a. mit Schröer, die hermeneutische Arbeit in eine andere Richtung vorangetrieben: Im Kontext des von ihm geleiteten Schwerpunktes zur Polizeiforschung wurde und wird versucht, deutlicher *strukturanalytische* Probleme im Rekurs auf Elemente pragmatischer Logik zu klären bzw. zu lösen. Man könnte diese Unternehmungen vielleicht als den pragmatisch-strukturalen Flügel der wissenssoziologischen Hermeneutik bezeichnen.

Jo Reichertz geht, angeregt durch die strukturelle („Objektive“) Hermeneutik Oevermanns, in seiner Habilitationsschrift davon aus, „daß es vielleicht doch möglich ist, neues und gültiges Wissen auf dem Wege der Logik zu erlangen“ (S. 3 f.). Diesen Weg sieht er in dem von Charles S. Peirce vorgeschlagenen Konzept abduktiven Schließens, das die Gesamtanlage seiner eigenen theoretischen, methodologischen und empirischen Arbeit prägt. So stellt er z. B. an sein mittels intensiver ethnographischer Feldforschung erhobenes Material die Frage: „Gibt es ein logisches Verfahren, mit dessen Hilfe Kriminalpolizisten Verbrechen gültig aufklären und wenn ja, wie ist dieses Verfahren organisiert?“ (S. 5).

Ähnlich wie in der Arbeit des Wissenschaftlers sieht Reichertz auch bei der kriminalpolizeilichen Ermittlungsarbeit zwei alternative Aufklärungskonzepte, mit denen „Wissen“ generiert wird: im ersten Konzept werden die interpretierten Merkmale einer im gesellschaftlichen Wissensvorrat bereits vorhandenen Typisierung „untergeordnet“. Die logische Form dieser Vorgehensweise „entspricht – in den terms von Peirce – der qualitativen Induktion“ (S. 296). Dabei kann, Reichertz zufolge, jedoch *kein* tatsächlich *neues* Wissen entstehen, wie dies bei der zweiten Form der Typisierung möglich ist, bei der es eben darum geht, einen noch *nicht* bekannten Typus aus den Beobachtungsdaten selber zu (re)konstruieren. Die logische Form dieser letzteren Operation entspricht dem, was Peirce „Abduktion“ genannt hat. „Die idealtypische Maxime dieses Verfahrens lautet: Prüfe

nicht, ob etwas verdächtig ist oder nicht. Beobachte erst einmal alles genau, prüfe alles nach (egal, wie harmlos etwas scheint) und notiere alles. Kombiniere später die Daten (mittels Deutung) zu sinnmachenden Verbindungen und Folgerungen, und überprüfe diese möglichen Lesarten“ (S. 299).

Während nun die qualitative Induktion, laut Reichertz, das „Normalverfahren“ kriminalpolizeilicher Sinnschließung (und auch sogenannter qualitativer Sozialforschung) ist, kommt die Abduktion zum Zuge, wenn die Induktion „versagt“, bzw. sie wird *habituell* vor allem von solchen Polizisten verwendet, die unter ihren Kollegen dann auch als „kompetenter“ gelten. Die kriminalistische Ermittlungstätigkeit in Mordfällen erweist sich somit, ebenso wie die Forschungspraxis von Sozialwissenschaftlern, als eine von standardisierten Verfahrensregeln gerahmte Arbeit, die den einzelnen Akteuren Handlungsspielräume beläßt, die diese mit ihrer Berufs- und Lebenserfahrung füllen und auf deren Basis sie gemeinschaftlich „Aufklärung“ produzieren.

Norbert Schröer arbeitet in seiner verfahrenstechnisch überaus skrupulösen (und lehrreichen) Fallanalyse die „handlungstypspezifische Problemlage“ der polizeilichen Vernehmung von Tatverdächtigen heraus: Da der Tatvorgang dann, wenn er polizeilich ermittelt werden soll, unwiderbringlich in der Vergangenheit liegt, ist (ungeachtet der zunehmenden Relevanz des Sachbeweises) die Aussage des Beschuldigten von zentraler Bedeutung für die nachmalige Anklageerhebung. Nun gewährt die hiezulande gültige Rechtsordnung dem Beschuldigten jedoch umfassenden Schutz – u. a. eben das Recht auf Aussageverweigerung bei der polizeilichen Vernehmung.

Schröer zufolge ist der Vernehmungsbeamte deshalb *strukturell* gezwungen, den durch solche liberalen Rechtsgrundsätze geschaffenen verfahrensrechtlichen Rahmen seiner Polizeiarbeit zu unterlaufen, um seine Ermittlungsaufgabe bei der Beschuldigten(vor)vernehmung überhaupt erfüllen zu können. Konkret gesagt: Er muß, gleich-

sam in einer Haltung des jovialen Dorfpolizisten, „kommunikative Lagen ... schaffen, in denen dem Beschuldigten die ihm aus dem verfahrensrechtlichen Rahmen erwachsenen Möglichkeiten unklar werden oder verborgen bleiben“ (S. 207). Und das heißt „verhörtechnisch“ vor allem, daß es darum geht, den Beschuldigten in „informelle Diskurse“ zu verwickeln, die diesen im Hinblick auf kulturelle Gewohnheiten akzeptablen Miteinander-Redens verpflichten, auf eine bestimmte Weise zu agieren, nämlich sozusagen Zug um Zug zu „bekennen“.

Der von Reichertz und Schröder edierte *Sammelband* schließlich repräsentiert die Programmatik und den Erkenntnisstand der – zwischenzeitlich vor allem in Essen fortgeführten – Hagener Polizeiforschung Anfang der Neunziger Jahre. Er enthält neben einer programmatischen Einleitung der beiden Herausgeber drei Aufsätze von Reichertz und zwei von Schröder, in denen Aspekte ihrer bereits in den beiden Monographien dargestellten Untersuchungen variiert werden. Hinzu kommen drei Aufsätze von Projektmitarbeiterinnen – zwei von Martina Ricken und einer von Ute Donk – sowie ein abschließender Text von Soeffner (S. 205–221) über die strukturelle Differenz der Wahrheits- und Entscheidungsfindung bei der Polizei und vor Gericht.

Martina Ricken berichtet zum einen (S. 25–35) einfühlsam und nachvollziehbar über die von ihr besonders nachdrücklich registrierten „Probleme des Feldzugangs“. Sie stellt dabei vor allem das Entstehen bzw. Prozesse des Herstellens von Vertrauen und das Erlernen von im Feld gültigen Basis-Regeln des Dazu-Gehörens dar. – Zum anderen (S. 155–182) analysiert sie detailliert einen speziellen Fall des polizeilichen Verdachts im Kontext eines Einsatzbefehls.

Ute Donk (S. 85–108) legt einen Literaturbericht zu der These vor, daß Vernehmungsbefragte versuchen, ihre Vernehmungsprotokolle „so aufzubereiten, daß die in ihnen niedergelegten Angaben nicht oder nur schwer angefochten und damit unter Umständen entwertet werden können“

(S. 85). Sie geht dabei beeindruckend systematisch der strukturanalytischen Frage nach, wie polizeiliche Beschuldigten-Protokolle eigentlich „gesichert“ werden, was durch diese Sicherung erreicht wird, und auf welche (strukturelle) Problemlage sie eine Antwort darstellt.

IV.

Während die diversen und auch divergenten Unternehmungen der einzelnen Gruppenmitglieder programmatisch durchweg auf die konzeptionellen Arbeiten Soeffners (1989) rekurrieren, zeigen sich die markantesten Unterschiede im Verfahren wie in den Erkenntnisabsichten also entlang der *Betonung* historisch-genetischer Rekonstruktionsinteressen hier (Soeffner 1992, Lau 1992 und Voß 1992) und abduktiv schließender Strukturanalysen da (Reichertz 1991, Reichertz/Schröder 1992 und Schröder 1992).

Gleichwohl basiert die wissenssoziologische Hermeneutik aus Hagen – summarisch gesprochen – wesentlich auf einer allen Einzeluntersuchungen inhärenten, gemeinsamen Prämisse, nämlich der, daß man, um Handeln verstehen und erklären zu können, *nicht* auf subjektlose Strukturen rekurrieren muß, sondern „nur“ darauf, daß wir „in einen historisch konkreten Interaktionsraum und in ein sprachlich repräsentiertes System sozialer Kategorien und Typisierungen hineingeboren“ sind (Soeffner 1989, S. 12). Die weitere übergreifende Grundannahme besteht darin, daß Menschen versuchen, ihrem Handeln einen einheitlichen Sinn zu geben, weil sie grundsätzlich bestrebt sind, mit sich selber eins zu sein, weil sie *ihre* Sichtweisen als Teil ihrer selbst betrachten. Diese Sinn-„Stiftung“ ist, auch und gerade hinsichtlich ihrer *impliziten* bzw. latenten Strukturen, zu rekonstruieren. Daß dem Interpretieren dabei natürlich allenfalls die Annäherung an den *typischen* subjektiven Sinn eines anderen gelingt, ist evident: Zugänglich ist grundsätzlich *nicht* dessen Bewußtsein; erfassbar, aufzeichnenbar und

damit interpretierbar sind lediglich seine intersubjektiv wahrnehmbaren – intendierten wie unbeabsichtigten – Äußerungen.

Diese Äußerungen können samt und sonders als Daten hermeneutischer Interpretationen dienen – sofern sie einem einzigen Kriterium genügen: sie müssen *aufgezeichnet*, und das heißt vor allem: (jederzeit) abrufbar und vorlegbar, sozusagen „hin- und herwendbar“ sein. Anders ausgedrückt: Gesellschaftliche Wirklichkeits-Konstruktionen sind wissenssoziologisch-hermeneutisch rekonstruierbar, sofern sie sich objektivieren und „dokumentieren“ lassen.

Zur „Dokumentation“, zur Datenbeschaffung und -bereitstellung bevorzugen die Hagener Hermeneuten nun eine Variante nichtstandardisierter sozialwissenschaftlicher Feldforschung, bei der der Forscher mehr oder minder intensiv „ins Feld“ hineingeht und zugleich „im Feld“ so agiert, daß er es möglichst wenig verändert. Dabei findet der Forscher Objektivationen zum Teil bereits vor, z. B. in Form schriftlicher Äußerungen, aber auch in Form sonstiger Artefakte (wie unbewegten und bewegten Bildern und allen möglichen Gegenständen). Zu diesen sogenannten „natürlichen“ Daten gehören aber auch nicht vom Forscher initiierte mündliche Äußerungen (z. B. Gespräche, Diskussionen, Reden) – sofern sie irgendwie aufgezeichnet und transkribiert werden können, um sie der wissenschaftlichen Analyse zu erschließen. Forschungsinteressen, die sich hingegen nicht anhand solcher „natürlicher“ Daten befriedigen lassen, erfordern künstliche, also vom Forscher selber hergestellte oder zumindest initiierte „Dokumentationen“. Dazu gehören z. B. Beobachtungsprotokolle im weitesten Sinne sowie Aufzeichnungen von Forschungsgesprächen (Interviewtranskripte).

All diese, grosso modo unter dem Etikett „wissenssoziologische Ethnographie“ zu versammelnden Verfahren der – vorwiegend nichtstandardisierten – Datenerhebung dienen dazu, die Herstellung von Wissen in spezifischen, analytisch abgrenzbaren Interaktionsfeldern und Milieus zu rekonstruieren

und auf allgemeine Strukturen hin zu beschreiben. Zu eruieren ist darüber hinaus, was die infrage stehenden Objektivationen im Hinblick auf kulturell bereitstehende „Optionen“ bedeuten bzw. bedeuten können. Im Zentrum der Hagener Hermeneutik steht somit das Prinzip der dreistufigen Einzelfallrekonstruktion (vgl. dazu v. a. Soeffner 1989, S. 185–210), die im allgemeinsten Sinne darauf abzielt, ideale Typen zu bilden, die ihrerseits (wieder) dazu dienen, konkrete, empirisch auffindbare Phänomene zu erklären. D. h. es findet auch hier der „klassische“ Verstehensprozeß statt, der aus der Wechselwirkung des Ganzen (bzw. der Struktur) und der Teile (bzw. der Konkretionen) in Form hin und her laufender Kreisbewegungen resultiert, die sich ständig erweitern und das Ganze (bzw. die Struktur) und die Teile (bzw. die Konkretionen) in immer neuen Zusammenhängen sichtbar machen. Herausgearbeitet wird dabei eine Situations- und Interaktionstypisierung, die den *Realisationen*, nicht aber unbedingt den *Intentionen* des Sich-Äußerns adäquat ist.

Am „Ende“ dieser wissenssoziologisch-hermeneutischen Rekonstruktionsarbeit steht somit „ein strukturanalytisch verdichteter „Handlungstypus“, an dem „idealtypisch“ die wesentlichen Elemente des Handlungsablaufes abgelesen werden können. Dabei wird die Ablaufstruktur rekonstruktiv so dargestellt, daß sie die Handlungslogik und Sinnstruktur des jeweiligen Handlungstypus erkennbar widerspiegelt“ (Soeffner 1989, S. 218 f.). Kurz: Diese Hermeneutik ist die „theoretische“, die von der pragmatischen Hektik alltäglicher (auch gesamtgesellschaftlicher) Relevanzen abgelöste Frage danach, wie die ständige Leistung, gesellschaftliche Ordnung zu konstruieren, von den Alltags-Akteuren eigentlich erbracht wird.

Anne Honer, Seminar für Soziologie,
Hochschule St. Gallen
Ronald Hitzler, Institut für Soziologie,
Universität München

Hans Geser · Andreas Ladner
Roland Schaller · Than-Huyen Ballmer-Cao

Die Schweizer Lokalparteien

Die Lokalpolitik wird in der Schweiz von den politischen Parteien bestimmt. Über 6000 politische Gruppierungen streiten sich um Macht und Einfluss an der Basis der Schweizer Demokratie. Vier von fünf Exekutivmitgliedern gehören einer politischen Partei an. Eine dominierende Rolle spielen mit ihren 4000 Lokalsektionen die vier Bundesratsparteien FDP, CVP,

SVP und SP. Bis heute ist allerdings über diesen «Mikrokosmos der Parteipolitik», aus dem sich die zukünftige Elite der Schweizer Politik rekrutiert, wenig bekannt. Mit dem vorliegenden Buch wird die Lokalparteienszene erstmals beleuchtet. Grundlage bilden die Ergebnisse aus einer gesamtschweizerischen Befragung der Lokalparteipräsidenten.

❖ Wer ist in den Lokalparteien aktiv? – Die detaillierte Beschreibung der Sozialstruktur von Anhängern, Mitgliedern und Aktiven vermittelt einen Einblick in die Verankerung der Parteien in der Bevölkerung und gibt Aufschluss über die lokalpolitische Elite.

❖ Wo situieren sich die Lokalparteien im ideologischen Kräftefeld? – Rechts und links sowie die ökologische Orientierung dividieren nicht nur die einzelnen Parteien, sondern auch die



Sektionen derselben Partei weit auseinander. ❖ Wie sind die Lokalparteien organisiert? – Spezifische Macht- und Einflussmuster geben Aufschluss über die innerparteilichen Demokratieverhältnisse und die formalen Organisationsstrukturen. ❖ Was machen die Lokalparteien? – Ihre Anliegen, Ziele und Aktivitäten verweisen auf unterschiedliche Kulturen

zwischen linken und rechten Lokalparteien sowie zwischen Lokalparteien in den Städten und auf dem Lande. ❖ Was erwarten die Lokalsektionen von ihrer Kantonalpartei? – Unterschiedliche Bedürfnisse und Interessen bilden den Ausgangspunkt für vielschichtige Konflikte.

Prof. Dr. Hans Geser, Extraordinarius am Soziologischen Institut der Universität Zürich. Dr. Andreas Ladner, Assistent am Soziologischen Institut der Universität Zürich. Lic. phil. Roland Schaller, Assistent am Soziologischen Institut der Universität Zürich. PD Dr. Than-Huyen Ballmer-Cao, Lehrbeauftragte an der Universität Zürich.

Interessenten

Lokal- und Parteipolitiker, Sozial- und Politikwissenschaftler, Medienschaffende.

Die Schweizer Lokalparteien
420 Seiten, 15.5x22.5 cm, broschiert
ISBN 3-908239-15-X, SFr. 58.—

Seismo

Seismo Verlag
Postfach 313
CH-8028 Zürich